

DEMOCRATIE & INFLUENCE

Synthèse après CNCL

Après deux débats dont l'un public et l'autre devant les militants de la CNCL, certaines conclusions prennent forme qui, bien, entendu restent ouvertes à la discussion : d'ores et déjà elles ouvrent la voie à une approche différente de nos analyses.

1. avant-propos

Le système capitaliste est par nature un système **de** prédateurs : La concurrence non régulée fait que chacun, dans sa zone d'activité, est menacé par ses voisins : Les publications libérales en témoignent, la conscience d'être au cœur d'un conflit permanent est présente dans toutes les stratégies financières.

C'est une guerre de tout le monde contre tout le monde : chaque gérant de fond¹ représente des clusters d'actionnaires qui naviguent sur des marchés spéculatifs ou des entreprises se « vendent à la découpe », se déstructurent ou se restructurent, s'échangent ou se détruisent sans considération de leur contenu industriel ou humain: C'est là que se situe aujourd'hui la véritable concurrence : Le RSI est le paramètre qui fera que l'actionnaire abandonne tel secteur de valeurs pour investir dans tel autre ou pour acheter de la dette grecque s'il peut en tirer quelque profit... et le lendemain il fera le choix inverse ... pour la même raison.

Cette guerre se décline en guerre économique et commerciale dans l'économie réelle : les entreprises, leurs salariés et plus largement les citoyens y sont des pions sacrifiés à la survie ou à l'intérêt à court terme des donneurs d'ordre financiers..

1 institutionnels, fonds d'investissements, conglomérats financiers, edge funds ...

Les états ont abandonné aux marchés la gestion de la monnaie : Ils en sont désormais prisonniers et dépouillés de l'essentiel de leur pouvoir régalien sur la création monétaire et le crédit.

Ce système n'est pas stable, d'où les crises récurrentes, dégâts collatéraux que ne modère aucune convention de Genève et qui va jusqu'à remettre en cause le système monétaire tout entier.

Les citoyens du monde sont entraînés dans des conflits d'intérêts qui les dressent plus ou moins directement les uns contre les autres, Nord contre Sud, riches contre pauvres, entreprise contre entreprise.

Suivant sa position sociale : chômeur, travailleur pauvre, classe moyenne ou supérieure, on collabore plus ou moins et plus ou moins volontairement au système et ses aléas. Les solidarités s'effacent et les inégalités s'accroissent.

Les citoyens du monde sont devenu les « malgré nous »² de la guerre économique, au gré de stratégies financières qui les dépassent.

2.L'influence, outil de la guerre économique

La situation décrite ci-dessus et les progrès considérables des TIC³ au cours de 30 dernières années expliquent que les techniques d'influence, au delà du lobbying, soient devenues un outil, une arme au service de chaque agent économique désireux de maintenir ou d'étendre sa position.

Les techniques d'influence, l'intelligence économique et l'intelligence sociale s'enseignent désormais à l'université : Ce n'est pas vraiment étonnant dans la mesure où la demande est

2 Référence aux Alsaciens engagés malgré eux par l'armée nazi pendant la dernière guerre

3 Technologies Informatique et Communication

désormais générale dans l'économie : Le fordisme et la notion de « capital travail » ont été abandonnés par les acteurs financiers au profit des nouveaux outils du « capitalisme cognitif⁴ ».

Les pratiques démocratiques et les acquis du droit social sont ignorés au nom des objectifs financiers : Il n'est pas besoin d'être économiste pour s'en rendre compte, mais il arrive qu'on l'oublie quand on établit des stratégies de lutte : Le rapport de forces optimal ne s'établit pas toujours sur le terrain, lorsque le pouvoir financier est ailleurs.

Ces techniques manipulatrices ont tout autant d'effet négatif sur la démocratie citoyenne et ses représentants : Non seulement le lobbying « classique » perpétue ses ravages sur le travail législatif mais les responsables politiques pratiquent eux-même les techniques d'influence à l'encontre de leurs administrés :

On se moque parfois du langage politique à base de « langue de bois » sans toujours se rendre compte qu'il s'agit purement et simplement de désinformation ou de diversion, cachant souvent des atteintes graves à la démocratie.

Consciemment ou non, et sans tomber dans le travers du « tous pourris », les « traîtres » que dénonçait Raoul Mark Jennar⁵ en 2004 ne sont pas tous à Bruxelles : A Paris à Berlin ou à Madrid, ils sont des supplétifs dans un combat qui les dépasse, comme nous montre à l'évidence leur comportement de soumission à la finance dans la crise.

3. Une stratégie globale

Se considérer comme force d'appoint de la guerre économique change les perspectives : L'état de guerre étant rarement compatible avec la démocratie, l'une des priorités est de mettre

4 Le système de production s'appuie désormais sur l'association des cerveaux dans un réseau informatique plutôt que sur la compétence individuelle. On constate la disparition relative des compétences professionnelles dans les besoins exprimés par l'entreprise, au bénéfice de l'adaptabilité à des procédures, souvent importées.

5 Europe, la trahison des élites, Raoul M Jennar, Fayard, 2004

tout en œuvre pour empêcher les belligérants de se battre. Il y a pour cela trois méthodes possibles :

- L'une est la désertion massive mais désertier pour où ? La guerre économique occupe tous les terrains.
- L'autre est la mutinerie mais qui suppose pour déboucher sur une alternative sociale qu'il y ait une alternative politique crédible ce qui est loin d'être le cas à ce jour.
- La troisième est l'alternative proposée pas Raymond Aubrac et Stephane Hessel, qui récolte un certain écho chez « les indignés » de plusieurs pays : **Résistez !**

Ce n'est pas un concept nouveau et il est frappant de constater que la situation est d'un certain côté semblable à celle d'un conflit armé avec occupation :

- Il y a des collaborateurs, notamment parmi les responsables politiques.
- Il y a des révoltés, qui défilent ouvertement, protestent, font du bruit : sans projet structuré, animés par la seule soif de démocratie, ils peuvent intéresser, voire mobiliser mais manquent souvent de perspectives.
- Et puis la résistance structurée, celle de ce qu'on appelle la société civile, syndicats, associations, ONGs, qui chacune à sa manière sont en résistance contre un désordre établi de dépendance et de guerre financière.

Aucune de ces trois formes de résistance n'a de possibilité d'être efficace si elles ne sont pas capables d'agir de façon coordonnée, de bâtir un projet commun, de bâtir des alternatives mais surtout d'y associer une partie suffisante de la population, que ce soit par l'adhésion et le renforcement de chaque association participante, par un fonctionnement efficace en réseau, et par la pratique d'une véritable démocratie interne associant les citoyens concernés aux décisions.

La résistance doit être décentralisée, autant dans chaque entreprise

que dans le champ politique national et international : La guerre économique, on l'a vu, se mène à tous ces niveaux avec les outils de l'influence et des techniques de manipulation : Le but est de désarmer l'agressivité des marchés, de restaurer l'autorité citoyenne et de réinsérer ses représentants dans un cadre démocratique, dans l'entreprise comme dans la société.

Dans les objectifs, il y a de la relocalisation (restituer de l'autonomie à chaque territoire) mais aussi le rétablissement de relations pacifiées entre les communautés, entreprises et hommes sur d'autres bases que la concurrence et en tenant compte, notamment, des contraintes écologiques et de l'intérêt général.

Ce principe devrait réconcilier dans l'UE les « nationalistes », comme les « fédéralistes » : Si le combat est mondialiste, ses modalités sont une résistance de terrain dont les contours, l'organisation, les coordinations nécessaires restent à définir, mais qui apparaît comme la seule voie possible de succès.

4. Des pistes concrètes

4.1 Désarmer les marchés

- Inutile d'insister sur le projet original d'Attac, plus que jamais d'actualité : Attac France en rappelle les principaux objectifs⁶ et parmi eux :
 - Reprendre le contrôle public sur la monnaie et sur les banques
 - Monétariser les dettes souveraines
 - Maitriser la spéculation en particulier par les taxes globales mais aussi en contrôlant étroitement ses instruments : CDS, effets de levier, produits dérivés
 - Isoler les banques de dépôts des banques d'affaire
 - etc. ..

⁶ Voir les dossiers « finances » sur le site Attac

Certaines de ces idées font leur chemin y compris dans certains milieux de la finance conscientes d'aller dans le mur dans la situation actuelle.

4.2 Rétablir la démocratie politique

Les responsables politiques sont soumis à la pression des lobbies et des marchés : Ils y résistent mal et parfois pas du tout.

Les partis politiques auxquels ils appartiennent sont ligotés par les enjeux de pouvoir et ne se souviennent des citoyens qu'à l'approche des élections.

La société civile est seule en mesure d'exercer une pression suffisante sur les partis et acteurs politiques et une résistance crédible aux menaces néolibérales ...

Quelques remarques, relevées dans les ateliers :

- **Rétablir le lien social** : Toute association y participe, quelle qu'elle soit, c'est pourquoi le combat contre l'ordonnance Fillon visant à affaiblir et encadrer les associations est si importante.
- **Mobiliser les citoyens** : Les campagnes d'adhésion ne doivent pas seulement être axés sur la nécessité d'accroître les effectifs mais sur l'impératif de faire participer le plus grand nombre possible à la définition et la réalisation d'objectifs définis ensemble.
- **Organiser et développer les actions en réseaux**, les projets communs à plusieurs associations ou les mises en commun informelles, comme dans le cadre de RESF ou de RECIT. Les objectifs doivent être politiques au sens propre du terme mais résolument non partisans : Il s'agira de les réaliser en contre poids et en alternative au lobbying des intérêts privés.
- **Impératif de coordination et de convergence**, une réflexion à laquelle chaque citoyen doit pouvoir être associé.

Quelques aspects abordés, à développer :

- Les propositions de « démocratie participative » méritent d'être analysées, à condition de ne pas être enfermées dans une notion de « parti propriétaire »
- La notion de « think thank » doit être abordée avec beaucoup de méfiance⁷.
- Les forum sociaux permettent aux associations et aux individus participants de mettre en commun les acquis de cultures différentes mais ne sont pas conclusifs : Il appartient à chaque participant d'intégrer cet acquis dans sa pratique altermondialiste.
- Les forum sociaux sont aussi une occasion exceptionnelle de bâtir et entretenir des réseaux associatifs de portée internationale.

4.3 Contrer l'influence dans les entreprises :

Ce point n'a été que peu discuté dans chacun des ateliers et il est vrai qu'il sort assez nettement du champ d'analyse d'ATTAC :

En renforcement de l'action de terrain des syndicats, la notion de résistance sur le « champ de bataille » financier pourrait ouvrir la voie à des types d'actions s'opposant directement aux méfaits de « l'intelligence sociale ».

5 Conclusion provisoire

Ce travail de synthèse nécessairement incomplet a déjà subi « l'influence » de pas mal de personnes, militants ou non, que ce soit dans les ateliers ou dans des discussions isolées.

Nous sommes parvenus à la conclusion (provisoire) que les citoyens et parfois leurs représentants n'étaient que les petits soldats de la guerre financière et de la concurrence sans merci que se livrent les porteurs de capitaux pour la conquête du monde : L'actualité dans les media ne contredit pas cette analyse.

⁷ comme nous le rappelle l'exemple malheureux récent d'un « think thank » dit « de gauche » financé à 80% par des multinationales.

Cette « manière de voir » ne remet pas en cause les actions altermondialistes mais donne une cohérence nouvelle à la lutte pour la démocratie et en tant que moyen d'éviter les dégâts collatéraux.

Y a-t-il des comités locaux prêts à creuser l'idée ?

Ceux qui étaient présents à l'atelier de la CNCL semblaient l'être. D'autres qui n'y étaient pas travaillent déjà sur des sujets connexes : Lobbying, paradis fiscaux ...

L'intérêt serait de faire circuler l'info et les analyses entre CL, avec éventuellement un atelier conclusif à une prochaine CNCL, de proposer un dossier au CA , et éventuellement de mettre dans le coup le CS pour avoir une position ATTAC solide à défendre partout.

L'association avec d'autres ONG, éventuellement européenne n'est pas interdite.